

Lettre du jour : Il est temps d'avancer ensemble

Courrier des lecteurs

2-3 minutes

Opinion

Publié: 19.11.2021, 09h59



LUCIEN FORTUNATI

Genève, 12 novembre

Le sort de la loi qui règle les compétences du Conseil fédéral en cette époque de pandémie sera une fois encore entre les mains du peuple, le 28 novembre prochain.

Elle comporte la base légale nécessaire à l'instauration du certificat Covid mais aussi, et surtout, toute une série d'aides destinées à des publics qui en étaient jusqu'ici exclus: extension de l'aide pour les cas de rigueur, extension des allocations pour perte de gain, extension des indemnités en cas de réduction de l'horaire de travail (RHT) et indemnisation des organisateurs de manifestations publiques.

Sans doute faut-il voir dans l'aboutissement du référendum contre cette loi une manifestation du sens très aigu des Suisses pour leur liberté. Mais ne dit-on pas que la liberté d'un individu s'arrête où commence celle des autres? Il est difficilement compréhensible – et, à dire vrai, il paraît profondément égoïste – de vouloir limiter l'aide financière que l'Etat veut – et peut – apporter à des personnes n'ayant pas ou peu été aidées jusqu'à présent. Bien sûr, l'on peut regretter de devoir recourir à un certificat sanitaire mais aucune autre solution permettant un retour mesuré à la normalité n'est praticable.

Laisser faire la nature au risque d'une nouvelle saturation des services d'urgence n'est ni socialement ni économiquement acceptable.

La Chambre a, de longue date, soutenu que la vaccination était le seul moyen de sortir de cette crise qui s'éternise. C'est avec cette conviction que la CCIG a lancé une campagne d'encouragement à la vaccination des milieux économiques dite #vacc1. Evidemment, chacun aurait préféré faire sans cette pandémie et son cortège de d'obligations et d'interdictions.

Mais le moment est plus que largement venu d'avancer tous ensemble, fut-ce en faisant le poing dans notre poche lorsque l'une ou l'autre mesure décidée par les autorités nous désagrée.

Liberté, responsabilité et solidarité vont de pair.

Vincent Subilia, directeur général CCIG.